



**REPUBLIQUE FRANCAISE**

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**N° DLM2020-26 - Séance du 10/07/2020**

ACTES

*4. Fonction publique*

*4.4 Autres catégories de personnels*

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	29	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le 10 juillet à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 3 juillet 2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 03 juillet 2020.

**Présents** : MEISSONNIER Jean-Luc, MAZOLLIER Elisabeth, MARTY Philippe, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, PAHLAWAN Carole, DUCAMP Ludovic, LUDGER Julie, CARBONELL David, GAUBERT Christiane, TEXIER Marie-France, AMALVY Marie-Thérèse, DEVESA Josiane, BAUDOUR Michel, VIDAL Bernard, DURA Virginie, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, CORDEAU Damien, VITOU Claire, CHAZOTTES François-Xavier, DALMAS Valérie, MONIN Séverine, DOLL Christophe, DURIX Olivier, TAPIE Olivier, POTAVIN Xavier, CHENOT Emilie, FAURE Martin.

**Secrétaire de séance** : François-Xavier CHAZOTTES

## N° DLM2020-26 - AUTORISATION DE PAIEMENT DES CONGES ANNUELS DES AGENTS RECRUTES POUR DES BESOINS SAISONNIERS

Sur le rapport de Monsieur Olivier TAPIE, conseiller municipal,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 3,

**Vu** le décret 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris en application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984, relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

**Considérant** que le bon fonctionnement des services nécessite le recrutement d'agents saisonniers pour faire face à des besoins occasionnels,

**Considérant** que ces agents sont recrutés selon les conditions fixées par l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1986, au 1<sup>er</sup> grade du cadre d'emplois nécessaire,

**Considérant** que leur présence vient pallier les besoins des services et l'absence d'agents partis en congés annuels,

Il est proposé au conseil municipal le recrutement d'agents non titulaires pour la période estivale notamment et le paiement de leurs congés annuels, de prévoir les crédits nécessaires au budget et de permettre à Monsieur le Maire l'exécution de la présente délibération

Le conseil municipal ouï l'exposé de Monsieur Olivier TAPIE et après en avoir délibéré à l'unanimité, **AUTORISE** Monsieur le Maire à exécuter ces mesures pour la durée de son mandat et **DIT INSCRIRE** les crédits nécessaires au budget.

Pour extrait conforme,

Le 16/07/2020,

Le Maire,

Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)